

Incendie de l'usine Lubrizol: la colère et les doutes des Rouennais

•Par Caroline Gaujard-Larson

Publié 01/10/2019 à 20:54

REPORTAGE - Une semaine après l'accident, les interventions du gouvernement n'ont pas suffi à rassurer les habitants.

«Nos enfants en danger.» «Le préfet doit sauter.» «Ils cachent la vérité, à nous tous d'enquêter.» Quelque deux mille personnes s'étaient réunies, mardi, en fin d'après-midi dans le centre de Rouen, pour manifester leur colère et leur défiance. La conférence de presse que Pierre-André Durand, le préfet de la Seine-Maritime, avait tenue une heure plus tôt ne les a visiblement pas convaincus. Il s'agissait pourtant de mettre enfin un terme, six jours après l'incendie de l'usine Lubrizol, au sentiment tenace d'inquiétude dans la population rouennaise. Une inquiétude causée par les mauvaises odeurs persistantes, les sensations de malaise, les maux de tête, le tout alimentant une méfiance grandissante à l'égard des autorités publiques.

Les déclarations sur la qualité de l'air et la transparence affichée par le gouvernement n'ont pas permis de l'atténuer. Afin d'y mettre un terme, le préfet a donc annoncé que la liste complète des produits qui avaient brûlé allait être publiée sur le site Internet de la préfecture. Elle était disponible mardi, en fin de journée, indiquant que 5 253 tonnes de produits ont été détruites dans l'incendie. Pierre-André Durand a aussi précisé qu'il restait à évacuer de l'usine Lubrizol environ «1 000 fûts, dont 160 en état délicat pour lesquels un protocole d'intervention est en cours de finalisation». Ce protocole, a-t-il précisé, doit permettre d'«évacuer des fûts qui participent aux émanations d'odeurs». L'une des interrogations portait sur la toiture des deux hangars qui ont brûlé et qui contenaient de l'amiante: les mesures menées vendredi matin «sont toutes négatives», a déclaré Patrick Berg, directeur régional de l'environnement et de l'aménagement de la région Normandie.

Comme tous ceux qui sont restés à Rouen après l'incendie, bon gré mal gré, la commerçante compose avec les retombées de l'accident industriel

L'odeur d'hydrocarbures, jusqu'ici très gênante, s'était estompée, mardi, dans la plupart des quartiers du centre-ville de Rouen. Mais des

relents nauséabonds persistaient en certains points de la ville. «Depuis mardi, j'ai enfin l'impression de mieux respirer, mais j'ai toujours ce goût d'hydrocarbures dans la bouche...» Jusqu'ici, Sandrine Rubin avait «la langue qui brûlait et la nausée». Cette commerçante rouennaise est installée dans le centre de la ville, à quelques kilomètres du site de l'usine chimique Lubrizol où s'est déclaré l'incendie dans la nuit de mercredi à jeudi. «Le soir, il faut voir la couleur du ciel, des nuages... C'est tout à fait inhabituel», s'inquiète la commerçante.

Comme tous ceux qui sont restés à Rouen après l'incendie, bon gré mal gré, la commerçante compose avec les retombées de l'accident industriel. D'autres, dès lundi, ont décidé de manifester un mécontentement qui s'est rapidement transformé en colère devant les locaux qui hébergeaient une session du conseil métropolitain et au cours de laquelle s'est exprimé le préfet de la Seine-Maritime, sans pour autant apporter à ce moment-là de précisions supplémentaires quant aux résultats des analyses menées depuis jeudi sur le territoire rouennais.

Plus d'une quarantaine de plaintes ont déjà été déposées par des particuliers, auxquelles s'ajoute notamment celle des syndicats de France Télévisions, contre X, pour mise en danger des salariés de France 3 Rouen, qui travaillent dans un bâtiment tout proche du site de l'incendie de l'usine chimique Lubrizol et qui craignent pour leur santé. Mardi, «au regard de l'importance du sinistre», le parquet de Paris a annoncé que son pôle santé publique et environnement se saisissait de l'enquête.

«La situation varie selon les quartiers»

L'incendie de l'usine Lubrizol soulève la question de l'étalement de la ville, qui entoure désormais des sites industriels. Le futur «écoquartier» Flaubert, en construction sur la rive gauche de la Seine, à proximité de l'usine chimique Lubrizol, doit ainsi s'étendre sur près de 90 hectares, l'équivalent en superficie du centre historique de Rouen. D'après le site Internet de la Métropole, il a pour objectif de «reconquérir les quais de Seine et transformer un ensemble de terrains industrialo-portuaires en quartier multifonctionnel». Un objectif qui laisse sceptique Stany Cambot. Cet architecte rouennais, qui mène depuis des années travaux et expériences artistiques autour de la ville et du territoire, insiste sur le paradoxe selon lequel, «à Rouen, on veut absolument une ville vertueuse et pour cela on fait passer à la trappe un mauvais souvenir: notre passé industriel. Alors on décide la création d'un écoquartier dans une zone dont le sol lui-même est extrêmement pollué! On fait comme si la zone industrielle n'existait pas, jusqu'à ce qu'aujourd'hui ça explose».

« Il faut reconnaître que l'on a été prévenus, nous élus, vraiment très tard de cet accident »

Catherine Flavigny

Candidat à la Mairie de Rouen en 2020, Jean-Louis Louvel est aussi un voisin de l'usine Lubrizol: les locaux de son entreprise, le groupe PGS, mais aussi ceux du journal *Paris Normandie* dont il est actionnaire, sont situés sur la rive gauche de la Seine à Rouen, à seulement 1 km du lieu de départ de l'incendie. Pour cet entrepreneur rouennais, il serait constructif de mener un audit des sites Seveso. «J'ai proposé aux élus rouennais de suspendre, non pas d'abandonner, les travaux du chantier du quartier Flaubert le temps de pouvoir débattre en associant les collectivités, mais aussi les partenaires privés et bien sûr, les citoyens», reprend Jean-Louis Louvel. Pour lui, il faut à tout prix enrayer «ce climat de défiance qui persiste envers les élus, en particulier après l'accident de Lubrizol, qui a déjà connu un précédent, certes moins important, il y a de cela quelques années».

«Il faut reconnaître que l'on a été prévenus, nous élus, vraiment très tard de cet accident», regrette de son côté Catherine Flavigny, maire LR de Mont-Saint-Aignan, une commune qui héberge de nombreuses écoles et universités sur les hauteurs de Rouen. Mardi, comme demandé par la préfecture, les établissements scolaires avaient rouvert dans sa commune comme dans le reste de l'agglomération rouennaise. «La situation varie beaucoup selon les quartiers de la ville, commentait le même jour Catherine Flavigny. D'un secteur à l'autre, on peut avoir une fluctuation énorme en ce qui concerne l'odeur d'hydrocarbure. Nos concitoyens sont extrêmement inquiets et ils ont raison, cet accident n'a rien d'anodin.»